

Ils préfèrent avoir des syndicats impuissants mais qualifiés de révolutionnaires que des syndicats qui risqueraient d'être qualifiés de réformistes mais qui réaliseraient de sérieuses actions de masses contre le patronat.

Ils lâchent la proie pour l'ombre.

Ils préfèrent l'étiquette au contenu du flacon.

Les mineurs anglais au nombre de 1 million ont lutté 6 mois durant avec une admirable cohésion, une énergie exemplaire ; ce mouvement fut un des plus grands parmi ceux connus.

N'empêche que les syndicats anglais restent des syndicats réformistes, tandis que la plupart des syndicats unitaires français qui publient périodiquement une résolution pleine d'affirmations — mais rien que des affirma-

tions — révolutionnaires sont de véritables révolutionnaires.

Ils affirment qu'ils sont révolutionnaires ; ils le sont rarement en pratique.

Dans de pareilles conditions, Poincaré est le plus tranquille des chefs de gouvernement, le patronat français joue sur le velours. En France, pas besoin de terreur blanche, il suffit d'avoir des syndicalistes tant rue Lafayette, que rue de la Grange-aux-Belles sur un plan opposé, qui imposent aux syndicats leur chemin politique.

Ainsi, sans indépendance syndicale, pas d'unité, pas de véritables actions de masses, les seules qui soient léninistes.

H. DELFOSSE.

Clarifions la question syndicale

Chaque communiste a accepté les 21 conditions et principalement la neuvième.

Que disait-elle ?

« Chaque Parti désirant appartenir à l'Internationale communiste doit déployer systématiquement une activité communiste dans les Syndicats, dans les Conseils ouvriers et les Conseils de fabriques, dans les Coopératives et autres organisations ; il est nécessaire de créer des noyaux communistes qui, par une activité incessante et tenace, doivent gagner des groupements à la cause communiste.

Ces noyaux ont le devoir, dans leur activité quotidienne, de démasquer la trahison des social-patriotes et les hésitations des centristes. Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés au Parti ». Quel est le communiste qui, aujourd'hui, pourrait ne pas être d'accord avec cette condition ?

N'est-ce pas à partir du Congrès de Bourges où les anarcho-syndicalistes furent battus, que cette condition commença à entrer en application par l'institution des Commissions syndicales que les uns et les autres nous avons défendues ? J'étais d'accord avec ceci. Mais la majorité du Parti et sa Direction ont tout oublié du rôle du communiste dans le syndicat, ils ont faussés le rouage essentiel du recrutement du Parti ; ils ne se souviennent plus des paroles de Lénine : « Le syndicat est l'école du communiste. »

Ils ont révisés les thèses et résolutions du 3^e Congrès de l'I. C. Rappelez-vous plutôt : « La meilleure mesure de la force d'un Parti communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le Parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle ». Toute la vie du Parti dans cette branche d'activité démontre indiscutablement la ligne révisionniste de l'I. C. La subordination, la mécanisation, la « bolchevisation » des

syndicats et, comme bouquet, la Direction Unique sont autant de faits qui nous dressent irréductiblement contre une telle politique.

Elle est néfaste aux intérêts du prolétariat et par conséquent au communisme ; ses ravages se sont exercés du sommet à la base du mouvement syndical ; les communistes n'avaient plus qu'un seul objectif : faire des Commissions exécutives homogènes, se débarrasser de tout ce qui n'était pas communiste ; on a beau réclamer un syndicalisme de masse, lorsque, dans la pratique, on fait tout pour ne posséder qu'un syndicalisme de secte qui écarte les ouvriers des syndicats, qui les rend passifs et méfiants à l'égard de ceux-ci, qui fait reculer la conception de l'utilité d'un Parti, qui permet aux adversaires de cette conception d'avoir des arguments-massue pour la combattre ! Qui fournit tous ces matériaux, si ce n'est la fausse tactique de l'I. C. ?

La répercussion de cette révision est grande, elle se traduit par un mépris du prolétariat ; on ne se préoccupe plus de ses aspirations ni de ses désirs, on ne voit que l'étiquette du Parti, on n'est inspiré que par la nécessité de redorer le blason du Parti, l'Unité Syndicale en est une preuve. Au début de 1927 une grande campagne fut entreprise sur cette question par la C. G. T. U.

Quels en ont été les résultats ? Nuls, comme toujours, si ce n'est un peu plus de confusion jetée dans l'esprit des travailleurs.

Le Mardi 5 Avril 1927, on lit dans l'*Humanité* en caractères gras : « Si la C. G. T. U. veut l'unité est faite ! » et puis le Mercredi 6 : « La C. G. T. U. repousse la proposition Unitaire ». La pièce est jouée, on a redoré le blason, on peut dormir tranquille, les positions sont consolidées, on a concurrencé la maison d'en face : nos propositions sont meilleures que les leurs.

On est en droit de se demander jusqu'à quand cette comédie-là peut durer, car, pen-

dant que les dirigeants s'occupent de la présentation de leur étalage, le capitalisme ne perd pas son temps, il opère sa concentration industrielle, il fait appliquer sa politique financière, il rationalise, il exploite scientifiquement ; il peut tout se permettre avec deux tronçons d'organisations, l'un inspiré du point de vue révisionniste de la tactique communiste, l'autre de la collaboration des classes (Société des Nations, Conseil économique, etc.).

Que reste-t-il de l'effort commun des communistes et des syndicalistes ? Des camarades m'objecteront : « Comment des syndicalistes ? ». Oui, des syndicalistes, et pour rester dans les traditions du communisme, 3^e Congrès de l'I. C. : « Le Parti communiste français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire ». Il en reste dans les deux maisons : notre travail c'est de coordonner les efforts, car si le Parti a un but, le syndicat aussi ; je ne dirai pas « le syndicalisme suffit à tout », mais il y a une chose que je ne peux pas oublier c'est que le syndicat, c'est la maison de tout le monde : il doit être l'œuvre de tous les ouvriers sans s'occuper de l'opinion politique qu'ils professent, mais sans oublier le but qui est à atteindre : « La disparition du Patronat et du salariat. »

Et là-dessus, que mon camarade Delfosse me pardonne, mais je ne vois pas en quoi une telle définition est anti-unitaire, je ne pense pas qu'il prétendra que c'est elle qui a fait la scission dans le mouvement syndical ; car alors depuis 1902, il y a longtemps qu'elle aurait dû se produire.

Les moyens nouveaux comme ce que préconise Delfosse, se réalisent difficilement dans la pratique. Pas plus les dirigeants de la C. G. T. U. que ceux de la C. G. T. ne veulent de l'unité, à l'encontre de nous qui en sommes fortement imprégnés par la nécessité de la

lutte et des revendications à résoudre, du courant à remonter.

La possibilité est offerte de rentrer dans la vieille maison ; des camarades me diront : « Mais qu'y faire ? » La besogne ne manque pas, les ouvriers de la vieille maison entendent toujours le même son de cloche ; le Congrès de Bullier nous a démontré que dans les Syndicats où il existe des communistes et des syndicalistes il y a autre chose que des mandats de collaboration de classe. Je pense qu'il est temps d'envisager la rentrée dans la vieille maison. Pas de sentiment ni de question de boutique : mais la préoccupation de l'intérêt de ma classe et de mon Parti. Nous avons, les uns et les autres, confiance dans le jugement des ouvriers, et nous sommes sûrs de la vérité de notre théorie, c'est pour cela que nous n'avons pas peur de la confronter, et nous connaissons d'avance le résultat final.

L'enseignement de l'histoire est là.

Au Congrès de Paris 1918, 253 voix ; Lyon 1919, 324 voix ; Orléans 1920, 658 voix ; Lille 1921, 1.325 voix pour la tradition Révolutionnaire (1.572 voix pour le réformisme).

Eh bien ! Camarades, je pense que le Congrès de Bullier peut-être comparé au Congrès de Paris, qu'il peut être le départ de l'Unité syndicale, avec la différence que le stade sera beaucoup moins long pour le regroupement des forces révolutionnaires, et que, l'expérience aidant, le résultat ne sera pas le même.

Les orthodoxes vont dire : « C'est la conception de l'unité syndicale à tout prix ». Non, c'est la conception, d'un communiste, homme de Parti, qui veut que ses idées influencent un syndicalisme de masse et non de secte, à seule fin de prouver au plus grand nombre d'ouvriers que les buts ne sont non seulement pas différents (puisque le syndicat travaille pour la Révolution sociale) mais que les deux choses sont nécessaires à la construction de l'édifice de demain.

MARCEL ROY.

A propos de "L'Appel des Déportés"

Si la sentimentalité ne peut pas être à la base des convictions d'un communiste, il n'en est pas moins vrai que l'appel des déportés, Trotsky, Rakovsky, Radek, Smimov, et tous les autres aussi chers, quoique moins connus, a retenti douloureusement au cœur de ceux qui ont mis leur raison de vivre dans la Révolution.

L'examen de ce document désormais historique, nous montre que les grands déportés placent au premier plan de leurs préoccupations le problème de la direction des Partis communistes. Ils disent en parlant de la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie : « Cette lutte exige à la tête des Partis communistes une direction autorisée, ferme et indépendante. Une telle direction ne peut naître qu'au cours d'une suite d'années, sur la base du choix des représentants les plus fermes, les plus capables, les plus indépendants et les plus courageux de l'avant-garde

prolétarienne. Les fonctionnaires les plus zélés ne peuvent remplacer les chefs révolutionnaires. La victoire de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde entier dépend, dans une mesure considérable, de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Le régime intérieur actuel de l'I. C. empêche la sélection et l'éducation d'une telle direction. »

Effectivement, c'est là que se trouve pour une grande part l'explication de la crise communiste. Non seulement les différents partis qui composent l'I. C. ne sont pas dirigés par des révolutionnaires « autorisés, fermes et indépendants », ni même par des « fonctionnaires zélés », mais il faut le dire crûment, leurs chefs, à commencer par les chefs russes actuels, sont d'incurables social-démocrates.

Pour justifier notre affirmation, nous devons rappeler